

TABLEAU COMPARATIF

Texte du projet de loi —	Texte adopté par le Sénat —	Texte adopté par l'Assemblée nationale —	Propositions de la Commission —
<p>Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif</p> <p>TITRE I^{ER}</p> <p>LE CONTRAT DE VOLONTARIAT ASSOCIATIF</p> <p>Article 1^{er}</p> <p>Toute association de droit français ou toute fondation reconnue d'utilité publique, agréée dans les conditions prévues à l'article 10 de la présente loi, peut conclure un contrat de volontariat avec une personne physique.</p> <p>Ce contrat est un contrat écrit qui organise une collaboration désintéressée entre l'organisme agréé et la personne volontaire. Il ne relève pas, sauf dispositions contraires prévues par la présente loi, des règles du code du travail. Il est conclu pour une durée limitée.</p> <p>Ce contrat a pour objet l'accomplissement d'une mission d'intérêt général n'entrant pas dans le champ d'application de la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale et revêtant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel ou concourant à la mise</p>	<p>Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif</p> <p>TITRE I^{ER}</p> <p>LE CONTRAT DE VOLONTARIAT ASSOCIATIF</p> <p>Article 1^{er}</p> <p>Alinéa sans modification</p> <p>Ce contrat...</p> <p>...travail. Le contrat de volontariat n'emporte pas de lien de subordination juridique. Il est...</p> <p>...limitée.</p> <p>Ce contrat ...</p>	<p>Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif</p> <p>TITRE I^{ER}</p> <p>LE CONTRAT DE VOLONTARIAT ASSOCIATIF</p> <p>Article 1^{er}</p> <p>Alinéa sans modification</p> <p>Alinéa sans modification</p> <p>Ce contrat...</p>	<p>Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif</p> <p>TITRE I^{ER}</p> <p>LE CONTRAT DE VOLONTARIAT ASSOCIATIF</p> <p>Article 1^{er}</p> <p>Sans modification</p>

Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Propositions de la Commission
<p>en valeur du patrimoine artistique, à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises.</p>	<p>...l'environnement naturel, à la défense des droits ou à la diffusionfrançaises.</p>	<p>...des connaissances scientifiques.</p>	
	<p>Article 1^{er} bis (nouveau)</p>	<p>Article 1^{er} bis</p>	<p>Article 1^{er} bis</p>
	<p>I. - Après l'article 9-2 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, il est inséré un article 9-2-1 ainsi rédigé :</p>	<p><i>Supprimé</i></p>	<p>Suppression maintenue</p>
	<p>« Art. 9-2-1. - La condition de ressources n'est pas exigée pour les personnes physiques titulaires d'un contrat de volontariat dans les différends professionnels qui les opposent à l'organisme qui les emploie. »</p>		
	<p>II. - Les conséquences financières entraînées par l'application de la présente loi sont compensées par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.</p>		
<p>Article 2</p>	<p>Article 2</p>	<p>Article 2</p>	<p>Article 2</p>
<p>Un organisme agréé ne peut conclure de contrat de volontariat s'il a procédé à un licenciement économique dans les six mois précédant la date d'effet du contrat, ou si les missions confiées à la personne volontaire ont été précédemment exercées par un de ses salariés licencié ou ayant démissionné dans les six mois précédant la date d'effet du contrat.</p>	<p>Un organisme... ...de volontariat si les missions...</p>	<p>Alinéa sans modification</p>	<p>Sans modification</p>
	<p>...exercées par un de ses salariés dont le contrat de travail a été rompu dans les six mois précédant la date d'effet du contrat de volontariat.</p>		
	<p>Toutefois, par dérogation au précédent alinéa, les services chargés de délivrer l'agrément peuvent exceptionnelle-ment</p>	<p><i>Alinéa supprimé</i></p>	

Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Propositions de la Commission
Article 3	Article 3	Article 3	Article 3
<p>La personne volontaire doit posséder la nationalité française ou celle d'un Etat membre de l'Union européenne ou celle d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou justifier d'une résidence régulière et continue de plus d'un an en France. Elle doit être majeure.</p>	<p>I. - La personne...</p> <p>...en France. La condition de durée de résidence ne s'applique pas lorsque la personne volontaire est bénéficiaire d'un contrat d'accueil et d'intégration, tel que défini aux articles L. 117-1 et L. 117-2 du code de l'action sociale et des familles.</p>	<p>I. - La personne...</p> <p>...que défini à l'article L. 117-1 du code de l'action sociale et des familles.</p>	Sans modification
	<p>La personne volontaire doit être âgée de plus de seize ans.</p>	Alinéa sans modification	
	<p>Pour les personnes âgées de plus de seize ans et de moins de dix-huit ans, une autorisation parentale est exigée. Une visite médicale préalable est obligatoire. Les modalités d'accueil du mineur sont fixées par décret.</p>	Alinéa sans modification	
<p>Le contrat de volontariat est incompatible avec toute activité rémunérée à l'exception de la production d'œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques ainsi que des activités accessoires d'enseignement.</p>	Alinéa sans modification	Alinéa sans modification	
<p>La personne volontaire ne peut percevoir une pension de retraite publique ou privée, le revenu minimum d'insertion, l'allocation de parent isolé, un</p>	<p>La personne... ...d'insertion, un revenu...</p>	Alinéa sans modification	

Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Propositions de la Commission
<p>revenu de remplacement visé à l'article L. 351-2 du code du travail ou le complément de libre choix d'activité mentionné à l'article L. 531-4 du code de la sécurité sociale.</p>	<p>...sociale.</p> <p>II (<i>nouveau</i>). - Les pertes de recettes résultant pour l'Etat de la suppression de l'interdiction de cumuler l'indemnité de volontariat avec l'allocation de parent isolé sont compensées à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575A du code général des impôts.</p>	<p><i>Alinéa supprimé</i></p>	<p>Article 4</p> <p>Sans modification</p>
<p>Article 4</p> <p>Si la personne candidate au volontariat est salariée, l'engagement pour une ou plusieurs missions de volontariat d'une durée continue minimale d'un an est un motif légitime de démission. Dans ce cas, si elle réunit les autres conditions pour bénéficier d'une indemnisation du chômage, ses droits sont ouverts à la fin de sa mission. Ces droits sont également ouverts en cas d'interruption définitive de la mission pour cause de force majeure ou de retrait de l'agrément délivré en application de l'article 10.</p>	<p>Article 4</p> <p>Si la personne... ... est un salarié de droit privé, l'engagementdéfinitive de la mission.</p>	<p>Article 4</p> <p>Si la personne... ...mission du fait de l'organisme agréé ou en cas de force majeure.</p>	<p>Article 4</p> <p>Sans modification</p>
<p>Article 5</p> <p>L'ensemble des compétences acquises dans l'exécution d'un contrat de volontariat en rapport direct avec le contenu d'un diplôme, d'un titre à finalité professionnelle ou d'un certificat de qualification est pris en compte au titre de la validation des acquis de</p>	<p>Article 5</p> <p>L'ensemblel'exécution de contrats de volontariat...</p>	<p>Article 5</p> <p>L'ensemblel'exécution d'un contrat de volontariat...</p>	<p>Article 5</p> <p>Sans modification</p>

Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Propositions de la Commission
<p>l'expérience dans les conditions prévues aux articles L. 335-5 et L. 335-6 du code de l'éducation. A cette fin, l'organisme agréé délivre à la personne volontaire, à l'issue de sa mission, une attestation retraçant les activités exercées pendant la durée du contrat.</p>	<p>...cette fin, les organismes agréés délivrent à la personne volontaire, à l'issue de sa ou ses missions, une attestationdurée des contrats.</p>	<p>...cette fin, l'organisme agréé délivre à la personne... ...durée des contrats.</p>	
<p>.....</p>	<p>.....</p>	<p>.....</p>	<p>.....</p>
<p>Article 6</p>	<p>Article 6</p>	<p>Article 6</p>	<p>Article 6</p>
<p>Le contrat de volontariat mentionne les modalités d'exécution de la collaboration entre l'organisme agréé et la personne volontaire, et notamment la détermination ou le mode de détermination du lieu et du temps de sa collaboration, la nature ou le mode de détermination des tâches qu'il accomplit.</p>	<p>Alinéa sans modification</p>	<p>Dans le cadre du projet associatif de l'organisme d'accueil, le contrat... ...collaboration ainsi que la nature... ...des tâches qu'il accomplit.</p>	<p>Sans modification</p>
<p>Le contrat de volontariat est conclu pour une durée maximale de deux ans. La durée cumulée des missions accomplies par une personne volontaire pour le compte d'une ou plusieurs associations ou fondations ne peut excéder trois ans.</p>	<p>Alinéa sans modification</p>	<p>Alinéa sans modification</p>	
<p>L'organisme agréé assure à la personne volontaire une formation adaptée aux missions qui lui sont confiées.</p>	<p>Le volontaire mobilisé pour une période d'au moins six mois bénéficie d'un congé de deux jours non chômés par mois de mission. L'organismevolontaire une phase de préparation aux missions qui lui sont confiées.</p>	<p>Le volontaire... ...mois de mission. Pendant la durée de ces congés, la personne volontaire perçoit la totalité de l'indemnité mentionnée à l'article 7. Alinéa sans modification</p>	

Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Propositions de la Commission
<p>Il peut être mis fin de façon anticipée à un contrat de volontariat moyennant un préavis d'au moins un mois.</p>	<p>Ilvolontariat en cas de force majeure, de faute grave d'une des parties, et dans tous les autres cas moyennant un préavis d'au moins un mois.</p>	<p>Alinéa sans modification</p>	
<p>Article 7</p>	<p>Article 7</p>	<p>Article 7</p>	<p>Article 7</p>
<p>Une indemnité, dont le montant est prévu par le contrat, est versée par l'organisme agréé à la personne volontaire, dans la limite d'un maximum fixé par décret. Cette indemnité n'a pas le caractère d'un salaire ou d'une rémunération. Elle n'est pas soumise à l'impôt sur le revenu.</p>	<p>Une indemnité... ...volontaire. Les montants minimum et maximum sont fixés par décret. Cette... ...rémunération. Elle n'est soumise ni à l'impôt sur le revenu, ni aux cotisations et contributions sociales. Les conditions dans lesquelles l'indemnité est versée au volontaire associatif sont fixées dans le contrat.</p>	<p>Une indemnité... ...volontaire. Le montant maximum de cette indemnité est fixé par décret. Cette... ...Elle n'est pas soumise à l'impôt sur le revenu, ni assujettie aux cotisations et contributions sociales pour ce qui concerne le volontaire. Les conditions... ...dans le contrat.</p>	<p>Sans modification</p>
	<p>Les volontaires peuvent également recevoir les prestations nécessaires à leur subsistance, leur équipement et leur logement. Ces prestations devront rester proportionnées par rapport aux missions confiées aux volontaires.</p>	<p>Les volontaires... ...Ces prestations doivent rester proportionnées aux missions confiées aux volontaires.</p>	

Texte du projet de loi —	Texte adopté par le Sénat —	Texte adopté par l'Assemblée nationale —	Propositions de la Commission —
	<p>Article 7 bis (nouveau)</p>	<p>Article 7 bis</p>	<p>Article 7 bis</p>
	<p>L'âge d'accès aux concours de la fonction publique est décalé de la durée du volontariat effectivement accomplie par le candidat.</p>	<p>Lorsque des conditions d'âge sont fixées conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, celles-ci sont décalées de la durée du volontariat effectivement accomplie par le candidat.</p>	<p>Sans modification</p>
	<p>Article 7 ter (nouveau)</p>	<p>Article 7 ter</p>	<p>Article 7 ter</p>
	<p>Le volontaire peut bénéficier de titres-repas pour lui permettre d'acquitter en tout ou partie le prix de repas consommés au restaurant ou préparés par un restaurateur. Un décret prévoit les modalités d'application de ces titres-repas.</p>	<p>La personne volontaire peut bénéficier...</p> <p>...d'application de ces titres, en ce qui concerne notamment leur émission, leurs conditions de cession à l'association et la fondation reconnue d'utilité publique visées à l'article 1^{er} et leur remboursement aux restaurateurs, ainsi que les obligations des organismes émetteurs de titres-repas en matière financière, comptable et d'information des utilisateurs.</p> <p>L'association ou la fondation reconnue d'utilité publique contribue à l'acquisition des titres-repas du volontaire à concurrence de leur valeur libératoire, dont le montant correspond à la limite fixée par le 19° de l'article 81 du code général des impôts.</p>	<p>Sans modification</p>
		<p>La contribution de l'association ou de la fondation reconnue d'utilité publique au financement des titres-repas du volontaire est exonérée de toutes charges fiscales, cotisations et contributions</p>	

Texte du projet de loi

—

Texte adopté
par le Sénat

—

Texte adopté
par l'Assemblée nationale

—

Propositions de la
Commission

—

sociales, sans qu'il soit fait application de l'article L. 131-7 du code de la sécurité sociale. L'avantage qui résulte de cette contribution, pour la personne volontaire, n'est pas assujéti à l'impôt sur le revenu.

Article 7 *quater* (nouveau)

Toute association, sous réserve d'être régulièrement constituée et après en avoir décidé par délibération prise en assemblée générale, peut remettre à son personnel bénévole des titres spéciaux de paiement désignés sous l'appellation de chèque-repas du bénévole, pour lui permettre d'acquitter en tout ou partie le prix de repas consommés au restaurant ou préparés par un restaurateur.

La situation de bénévole s'apprécie en particulier au regard de l'absence de rémunération ou d'indemnisation et de l'inexistence d'un quelconque lien de subordination entre le bénévole et l'association. Les dirigeants associatifs relevant du *d* du 1° du 7 de l'article 261 du code général des impôts sont exclus du bénéfice du chèque-repas du bénévole.

Le montant de la valeur libératoire du chèque-repas du bénévole est égal au maximum à la limite d'exonération fixée par l'arrêté du 20 décembre 2002 pour les allocations forfaitaires liées à la restauration sur le lieu de travail. Il évolue en fonction de l'actualisation de cette limite et est entièrement financé par une contribution de l'association.

Article 7 *quater* (nouveau)

Sans modification

Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">Article 8</p> <p>La personne volontaire est affiliée obligatoirement aux assurances sociales du régime général.</p> <p>La couverture des risques maladie et accidents du travail et maladies professionnelles est assurée moyennant le versement de cotisations forfaitaires à la charge de l'organisme agréé.</p>	<p style="text-align: center;">Article 8</p> <p>La personne... ...général, à moins qu'elle ne soit déjà couverte par un régime d'assurance maladie.</p> <p>La couverture des risques maladie, maternité, invalidité, décès et accidents ...</p> <p>... agréé.</p>	<p>Le montant et les modalités d'attribution des chèques-repas du bénévole à leurs bénéficiaires sont décidés par l'association et ratifiés en assemblée générale.</p> <p>L'association tient à jour la liste des bénéficiaires de ces chèques-repas, en précisant les montants par bénéficiaire.</p> <p>Un décret précise notamment les mentions devant figurer sur les chèques-repas du bénévole, leurs conditions et modalités d'émission, d'utilisation et de remboursement aux restaurants et restaurateurs.</p> <p>La contribution de l'association au financement des chèques-repas du bénévole est, pour l'association, exonérée de toutes charges fiscales, cotisations et contributions sociales, sans qu'il soit fait application de l'article L. 131-7 du code de la sécurité sociale. L'avantage qui résulte de cette contribution, pour le bénévole, n'est pas assujéti à l'impôt sur le revenu.</p> <p style="text-align: center;">Article 8</p> <p>La personne... ...général.</p> <p>Alinéa sans modification</p>	<p style="text-align: center;">Article 8</p> <p>Sans modification</p>

Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Propositions de la Commission
<p>La couverture du risque vieillesse est assurée moyennant le versement, par l'organisme agréé, des parts salariale et patronale des cotisations prévues par l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale. Ce versement ne peut être inférieur à un montant fixé par décret.</p>	Alinéa sans modification	Alinéa sans modification	
<p>Pour les personnes volontaires titulaires de contrats de volontariat conclus pour une durée minimale continue de trois mois, le fonds mentionné à l'article L. 135-1 du code de la sécurité sociale prend à sa charge le versement des cotisations complémentaires nécessaires pour valider auprès du régime général un nombre de trimestres égal à la durée du contrat de volontariat.</p>	Alinéa sans modification	Pour les personnes...	
	<p>Les pertes de recettes subies par les organismes de sécurité sociale par application du présent article sont intégralement compensées par l'Etat.</p>	<p>...trimestres correspondant à la durée du contrat de volontariat.</p> <p><i>Alinéa supprimé</i></p>	
	Article 9		
	Conf	orme	
	Articles	9 bis et 9 ter	
	Supp	rimés	
Article 10	Article 10	Article 10	Article 10
<p>L'association ou la fondation qui souhaite faire appel au concours de personnes volontaires dans les conditions prévues par la présente loi doit être agréée par l'Etat. Cet agrément est délivré pour une durée déterminée, au vu notamment des motifs du recours au volontariat, de la nature des missions confiées aux personnes volontaires et de</p>	L'association...	<p>L'association de droit français ou la fondation reconnue d'utilité publique qui souhaite...</p>	Sans modification
	<p>...est délivré par le ministre chargé de la vie associative ou par l'autorité administrative compétente pour une ...</p>		

Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Propositions de la Commission
<p>la capacité de l'organisme à assurer leur prise en charge. Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'octroi et de retrait de cet agrément.</p>	<p>...agrément.</p>	<p>...agrément.</p>	<p>Article 10 bis (nouveau)</p>
		<p>Article 10 bis (nouveau)</p> <p>Le groupement d'intérêt public « Coupe du monde de rugby 2007 » est autorisé à recourir aux dispositions de la présente loi afin d'accueillir des volontaires en vue de l'organisation en France de la coupe du monde de rugby de 2007.</p>	<p>Sans modification</p>
<p>TITRE II</p>	<p>TITRE II</p>	<p>TITRE II</p>	<p>TITRE II</p>
<p>L'ENGAGEMENT ÉDUCATIF</p>	<p>L'ENGAGEMENT ÉDUCATIF</p>	<p>L'ENGAGEMENT ÉDUCATIF</p>	<p>L'ENGAGEMENT ÉDUCATIF</p>
<p>Article 11</p>	<p>Article 11</p>	<p>Article 11</p>	<p>Article 11</p>
<p>Le code du travail est ainsi modifié :</p>	<p>Alinéa supprimé</p>		<p>Sans modification</p>
<p>I. - Le titre VII du livre VII est ainsi intitulé :</p>	<p>I. – Le titre VII du livre VII du code du travail est intitulé : « Concierges et employés d'immeubles à usage d'habitation, employés de maison, assistants maternels, éducateurs et aides familiaux, personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs ».</p>	<p>I. – Non modifié</p>	
<p>« <i>TITRE VII</i> « <i>CONCIERGES ET EMPLOYÉS D'IMMEUBLES À USAGE D'HABITATION, EMPLOYÉS DE MAISON, ASSISTANTS MATERNELS, ÉDUCATEURS ET AIDES FAMILIAUX, PERSONNELS PÉDAGOGIQUES OCCASIONNELS DES ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS</i> »</p>	<p>Alinéa supprimé Alinéa supprimé</p>		

Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Propositions de la Commission
<p>II. - Le chapitre IV du même titre est ainsi intitulé :</p>	<p>II. - Le chapitre IV du même titre est ainsi modifié :</p>	<p>II. – Alinéa sans modification</p>	
<p>« <i>Chapitre IV</i></p>	<p>1° Son intitulé est ainsi rédigé : « Éducateurs et aides familiaux, personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs » ;</p>	<p>1° Alinéa sans modification</p>	
<p>« <i>Educateurs et aides familiaux, personnels pédagogiques occasionnels des accueils collectifs de mineurs</i> »</p>	<p>Alinéa supprimé</p>		
<p>Il est complété par un article L. 774-2 ainsi rédigé :</p>	<p>2° Il rédigé :</p>	<p>2° Alinéa sans modification</p>	
<p>« <i>Art. L. 774-2. - La participation occasionnelle, dans les conditions fixées ci-dessous, d'une personne physique à des fonctions d'animation ou de direction d'un accueil collectif de mineurs organisé à l'occasion de vacances scolaires, de congés professionnels ou de loisirs par une personne morale de droit privé à but non lucratif, dans les conditions prévues aux articles L. 227-4 et suivants du code de l'action sociale et des familles, est qualifiée d'engagement éducatif.</i></p>	<p>« <i>Art. L. 774-2. - Alinéa sans modification</i></p>	<p>« <i>Art. L. 774-2. - La participation...</i></p>	
<p>« Est qualifiée de la même manière la participation occasionnelle, pour le compte d'une association bénéficiant d'une habilitation de l'autorité administrative et dans les mêmes limites, d'une personne physique à l'encadrement de stages destinés aux personnes engagées dans un cursus de formation leur permettant d'exercer les fonctions mentionnées à l'alinéa précédent.</p>	<p>Alinéa sans modification</p>	<p>...mineurs à caractère éducatif organisé...</p>	
		<p>...loisirs, dans les conditions prévues aux articles L. 227-4 et suivants du code de l'action sociale et des familles, est qualifiée d'engagement éducatif.</p>	
		<p>« Sont également qualifiées d'engagement éducatif :</p>	
		<p>« - la participation occasionnelle, pour le compte d'une personne physique ou morale bénéficiant de l'agrément "Vacances adaptées organisées" prévu à l'article 48 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, d'une personne physique à des fonctions d'animation ou de direction ;</p>	

Texte du projet de loi	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Propositions de la Commission
<p>« Les personnes titulaires d'un contrat d'engagement éducatif ne sont pas soumises aux dispositions des chapitres I^{er} (salaire minimum de croissance) et II (heures supplémentaires) du titre IV du livre I^{er}, à celles des chapitres II (durée du travail) et III (travail de nuit) du titre I^{er} du livre II, ni à celles des chapitres préliminaire (repos quotidien) et I^{er} (repos hebdomadaire) du titre II du même livre.</p>	<p>« Les personnes... ...chapitres I^{er} et II du titre IV du livre I^{er}, à celles des chapitres II et III du titre I^{er} du livre II, ni à celles des chapitres préliminaire et I^{er} du titre II du même livre.</p>	<p>« - la participation occasionnelle d'une personne physique, pour le compte d'une personne morale agréée au titre de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, à l'accompagnement exclusif des activités de loisirs et des activités sportives, dans des établissements et services pour enfants, adolescents ou adultes handicapés, ou lors de séjours d'accueil temporaire pour des activités liées aux vacances.</p>	<p>« Est qualifiée de la même manière la participation occasionnelle, pour le compte d'une association bénéficiant d'une habilitation de l'autorité administrative et dans les mêmes limites, d'une personne physique à l'encadrement de stages destinés aux personnes engagées dans un cursus de formation leur permettant d'exercer les fonctions mentionnées au premier alinéa.</p>
<p>« Sans préjudice des indemnités et avantages en nature dont elles peuvent bénéficier, les personnes titulaires d'un contrat d'engagement éducatif perçoivent une rémunération dont le montant minimum journalier est fixé par décret par référence au salaire minimum de croissance. Cete</p>	<p>Alinéa sans modification</p>	<p>Alinéa sans modification</p>	<p>...livre du présent code.</p>

Texte du projet de loi —	Texte adopté par le Sénat —	Texte adopté par l'Assemblée nationale —	Propositions de la Commission —
<p>rémunération est versée au moins une fois par mois.</p> <p>« La durée du travail des personnes titulaires d'un contrat d'engagement éducatif est fixée par une convention ou un accord de branche étendu, ou à défaut par décret. Le nombre de journées travaillées ne peut excéder pour chaque personne un plafond annuel de quatre-vingts. L'intéressé bénéficie d'un repos hebdomadaire minimum de vingt-quatre heures consécutives. Les modalités de décompte du temps de travail et de vérification de l'application de ces dispositions par l'inspection du travail sont fixées par décret. »</p>	<p>Alinéa sans modification</p>	<p>Alinéa sans modification</p>	
<p>TITRE III</p>	<p>TITRE III</p>	<p>TITRE III</p>	<p>TITRE III</p>
<p>DISPOSITIONS RELATIVES A L'OUTRE-MER</p>	<p>DISPOSITIONS RELATIVES A L'OUTRE-MER</p>	<p>DISPOSITIONS RELATIVES A L'OUTRE-MER</p>	<p>DISPOSITIONS RELATIVES A L'OUTRE-MER</p>
<p>.....</p>	<p>Article 12Conf</p>	<p>orme.....</p>	<p>.....</p>
	<p>TITRE IV</p> <p>DISPOSITIONS DIVERSES</p> <p><i>(Division et intitulé nouveaux)</i></p> <p>Article 13 <i>(nouveau)</i></p> <p>Les associations légalement formées doivent, dans les quinze jours suivant l'attribution par l'Etat ou par toute collectivité locale ou territoriale d'une ou plusieurs subventions, publier au Journal officiel de la République française ou sur tout support électronique ou numérique de données publiques</p>	<p>TITRE IV</p> <p>DISPOSITIONS DIVERSES</p> <p>Article 13</p> <p>L'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent confier au Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire le soin de procéder au versement, pour leur compte et selon des modalités qu'ils définissent, des subventions destinées au financement de la</p>	<p>TITRE IV</p> <p>DISPOSITIONS DIVERSES</p> <p>Article 13</p> <p>Sans modification</p>

Texte du projet de loi

**Texte adopté
par le Sénat**

**Texte adopté
par l'Assemblée nationale**

**Propositions de la
Commission**

le montant de la ou des subventions.

rémunération de personnels des associations intervenant dans le domaine de la jeunesse, de l'éducation populaire, du sport, de la culture ou de la protection de l'environnement, ou concourant à l'action sociale des collectivités publiques.

Des conventions précisent les conditions dans lesquelles le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire verse les subventions aux associations bénéficiaires désignées par la personne publique.

Article 14 (*nouveau*)

Les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale, dont le montant est supérieur à 50 000 €, doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Article 15 (*nouveau*)

Sont amnistiées de droit les infractions visées à l'article L. 324-9 du code du travail, commises avant la promulgation de la présente loi, à l'occasion d'une activité remplissant les conditions prévues pour la conclusion d'un contrat de volontariat associatif ou d'un contrat d'engagement éducatif.

L'amnistie bénéficie aux personnes physiques et aux personnes morales.

Article 14 (*nouveau*)

Sans modification

Article 15 (*nouveau*)

Sans modification

Texte du projet de loi

—

**Texte adopté
par le Sénat**

—

**Texte adopté
par l'Assemblée nationale**

—

**Propositions de la
Commission**

—

Lorsqu'elle intervient après condamnation définitive, l'amnistie résultant du présent article est constatée par le ministère public près la juridiction ayant prononcé la condamnation, agissant soit d'office, soit sur requête du condamné ou de ses ayants droit. La décision du ministère public peut être contestée dans les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéas de l'article 778 du code de procédure pénale.

Article 16 (*nouveau*)

Les personnes morales de droit public tiennent à disposition du public par voie électronique, dans des conditions fixées par décret, le montant des subventions qu'elles ont accordées aux associations de droit français et aux fondations reconnues d'utilité publique. Un bilan annuel consolidé est disponible chaque année.

Article 16 (*nouveau*)

Sans modification